Editorial

PREMIERES LECONS DE POLOGNE

LE coup de force du 13 décembre 1981 en Pologne a porté un coup d'arrêt à la montée de la révolution politique. La dynamique et la radicalisation du mouvement de masse poussaient à l'instauration d'un pouvoir démocratique des travailleurs. En instaurant l'état de guerre, la bureaucratie polonaise entendait mettre fin à une situation révolutionnaire, une situation de dualité de pouvoir qui avait été en fait ouverte en 1980 avec la constitution du syndicat Solidarité.

Cette situation avait débouché au cours des derniers mois sur l'existence ouverte d'organes de type soviétique (les conseils d'usine) dans les principales entreprises des régions les plus industrialisées du pays. C'est au cours du second trimestre 1981 que la mobilisation et les nouveaux pas franchis dans l'organisation du mouvement de masse ont tendu à poser de plus en plus ouvertement la question de la gestion de l'ensemble de la société par les travailleurs et producteurs librement organisés.

La liste des épreuves de force partielles qui ont jalonné les six derniers mois de l'année 1981 est significative de cette montée vers l'affrontement décisif :
— Marche de la faim contre le sabotage économique de la bureaucratie et premières initiatives prises par Solidarité dans certaines régions pour contrôler l'approvisionnement.
— Contestation de la politique des prix des denrées alimentaires par Solidarité.
— Poursuite de la lutte entamée dès août 1980 contre la censure du gouvernement et dénonciation des provocations policières comme celle de Bydgoszcz.
— Développement à partir du mois d'août dernier du mouvement pour l'autogestion et formation de conseils de travailleurs. Face aux contre-offensives menées par le pouvoir, les travailleurs ont commencé à remettre en cause ses prérogatives. Au niveau de l'entreprise, en ce qui concerne la nomination des directeurs, et au niveau central, en refusant ses décisions économiques arbitraires. Les discussions entamées dans certaines régions sur la nécessité de préparer la grève active (c'est-à-dire la remise en marche des usines sous contrôle des travailleurs), d'élaborer un plan ouvrier contre la crise et de riposter aux provocations policières de la bureaucratie en constituant des « gardes ouvrières », tendaient à poser de plus en plus ouvertement la question : qui dirige le pays ?
— Cette question était également abordée sous l'angle de la tenue d'élections libres, organisées sur la base du pluralisme politique ou du referendum qui devait avoir lieu dans tout le syndicat sur « l'exercice et les méthodes du pouvoir ».

Au travers de ces avancées dans leurs luttes, de leur organisation et de leurs propositions alternatives à celles de la bureaucratie, les travailleurs polonais cherchaient à bâtir dans les faits un système reposant sur le pouvoir d'initiative, de décision et de gestion des producteurs associés.

A aucun moment ils n'ont remis en cause la base sociale, non capitaliste, de l'économie polonaise. Ce qui était visé par le mouvement de masse en Pologne c'était bien le monopole politique exercé par la bureaucratie « au nom de la classe ouvrière », et les privilèges matériels qu'elle tire de cette usurpation. A de nombreuses reprises, Solidarité s'est prononcé pour le maintien de l'appropriation collective de la socialisation des moyens de production essentiels.

Quand les généraux et les bureaucrates polonais, soutenus par un chœur qui réunit le Kremlin et la place du Colonel-Fabien, accusent Solidarité d'avoir voulu prendre le pouvoir, d'avoir — comme le disait le communiqué commun du POUP et du PCUS d'avril 1981 — voulu créer une situation de *« dualité de pouvoir »* ils avouent eux-mêmes l'usurpation du pouvoir exercée par le « parti dirigeant ». Le crime qu'ils reprochent aux travailleurs polonais, c'est d'avoir voulu mettre en œuvre dans un pays du « socialisme réel » le slogan du manifeste communiste : *« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux mêmes. »*

Une défaite a été infligée aux travailleurs polonais, le 13 décembre, même s'il est impossible et prématuré d'affirmer que la classe ouvrière a été écrasée. La répression a paralysé et fortement désorganisé l'activité de Solidarité. Une grande partie de sa direction est décapitée, internée dans des camps de concentration. A l'évidence, le syndicat n'a pris que tardivement conscience du fait que la marche en avant des travailleurs polonais signifie une remise en cause du pouvoir bureaucratique dont la base sociale s'effritait.

Au cours des dix-huit mois qui ont séparé les grèves d'août 1980 du coup de force du 13 décembre, une large direction du prolétariat polonais s'est forgée au sein de Solidarité. A divers reprises elle a su répondre positivement aux poussées et aux revendications avancées par la masse des travailleurs.

Face à la bureaucratie qui tentait de diviser le mouvement selon la veille tactique du « salami », elle a maintenu l'unité d'ensemble de la classe ouvrière et de son alliance avec les autres couches laborieuses, les intellectuels et les employés des villes, ou le mouvement paysan. Elle a réagi fermement aux diverses tentatives répressives du régime et a refusé de fait toute véritable pratique de collaboration ou d'intégration au régime. Elle a su faire vivre, somme toute, un fonctionnement relativement démocratique de Solidarité, comme l'a attesté le dernier congrès du syndicat.

Mais une série de limites lui ont interdit de prendre l'ensemble de mesures nécessaires dès lors que la question du pouvoir était posée centralement.

Il y a eu sans doute des erreurs d'appréciation, une sous-estimation très importante de la conscience qu'avait la bureaucratie de l'affrontement qui se préparait et des moyens dont elle se dotait pour y faire face avec l'aide des « partis frères », en premier lieu la bureaucratie soviétique.

C'est ainsi que les mesures de « militarisation » de la vie publique et économique ont été sous-estimées, alors qu'elle représentaient la dernière carte que pouvait jouer la bureaucratie après le IXe Congrès du POUP et la relance du parti unique, sous couvert de « renouveau socialiste », ait fait long feu. On se rappelle par exemple comment Lech Walesa accueillit favorablement le remplacement de Kania par Jaruzelski en expliquant que la situation serait meilleure qu'avant.

Il est certain aussi que la direction de Solidarité a sous-estimé les rythmes avec lesquels la bureaucratie préparait cet affrontement.

Mais les principales limitations de la direction de Solidarité ne tiennent pas seulement aux erreurs commises dans l'analyse concrète de cette situation concrète. Elles sont d'ordre plus général.

Le premier congrès national de Solidarité avait traduit le contraste qui existait entre l'ampleur, la radicalisation et la dynamique du mouvement de masse, d'une part, et, d'autre part, la faiblesse voire l'absence d'actions capables de coordonner, de centraliser dans un véritable « plan stratégique » la marche en avant des travailleurs polonais.

Face au type de tâches qui s'annonçaient, on a pu voir toutes les limites d'une stratégie dite « d'autolimitation » préconisée par un certain nombre d'experts liés à la hiérarchie catholique ou même certains des anciens dirigeants du KOR. Cette stratégie d'autolimitation a conduit la direction nationale de Solidarité à des hésitations et des oscillations ; comme au printemps dernier, lorsqu'elle a finalement décommandé la grève générale de protestation contre les provocations policières de Bydgoszcz ou après l'épreuve de force test qu'a constitué l'évacuation militaire des pompiers en grève au mois de novembre.

Ainsi est-ce de manière non centralisée, à l'échelle de quelques régions seulement, que la préparation de la grève active ou la mise sur pied de gardes ouvrières ont été envisagées. Alors qu'en face la caste bureaucratique continuait

de disposer d'un pouvoir d'Etat, ébranlé, mais dont l'appareil de répression demeurait centralisé.

Ainsi, au moment du choc décisif, s'est fait sentir l'absence d'une force, d'un parti organisé, conscient et homogène sur les enjeux et les objectifs de cette épreuve de force. Il a manqué une force révolutionnaire capable d'impulser une centralisation plus poussée des organes d'auto-organisation, capable de répondre politiquement et nationalement aux manœuvres de diversion de la bureaucratie, comme les propositions de « concorde nationale » entre le POUP, l'Eglise et Solidarité.

Ces leçons ne doivent pas être perdues pour l'avenir, la lutte de la classe ouvrière polonaise contre le régime bureaucratique n'a pas pris fin, en effet, dans l'aube grise et glaciale du 13 décembre. Malgré l'instauration de l'état de guerre, la militarisation de secteurs clés de l'industrie, la menace des tribunaux militaires et de la peine de mort contre les « fauteurs de troubles », malgré le chantage que constituait la prise en otage de plusieurs milliers de dirigeants nationaux et locaux de Solidarité, le prolétariat polonais a manifesté dans ces conditions difficiles son refus viscéral de la restauration de l'« ordre bureaucratique ».

De façon largement semi-spontanée, vu la désarticulation de Solidarité, des grèves très largement suivies se sont développées immédiatement après le coup de force. Plusieurs millions de travailleurs ont cessé le travail, en occupant dans de nombreux endroits les entreprises. Des appels à la grève générale ont été lancés. Des affrontements violents, faisant de nombreux morts, ont opposé les travailleurs grévistes aux forces de répression, en premier lieu la milice.

Après cette première phase de résistance active, la protestaion des travailleurs polonais a pris essentiellement la forme d'une résistance passive. La baisse des cadences et de la production, les grèves du zèle se combinent avec la volonté d'isoler tous ceux qui veulent collaborer avec le régime, en premier lieu le personnel de direction et du haut encadrement des unités de production.

Cette résistance passive se manifeste aussi dans la solidarité aux victimes de la répression, des arrestations et des premiers procès montés dans la plus pure tradition stalinienne. Même si cette résistance passive a des limites évidentes, y compris dans le temps, elle peut jouer un rôle décisif dans la préparation des futures épeuves de force qui éclateront à nouveau tôt ou tard en Pologne. Qu'on se rappelle seulement le rôle de continuité qu'ont joué, entre les grèves de 1976 et celles de 1980, les actions de solidarité, menées par les militants du KOR et les réseaux ouvriers liés au journal *Robotnik*.

Il y a là, dans l'ampleur atteinte par le mouvement des travailleurs polonais, par leur organisation, par leur politisation avant le 13 décembre, une différence notable avec les précédents hongrois de 1956 et tchèque de 1968.

Cela explique l'importance du mouvement de solidarité à long terme, qu'il faut développer à l'échelle internationale en faveur des travailleurs polonais et de leur combat.

Le coup du 13 décembre a porté en effet un coup grave à l'ensemble du prolétariat international. Le combat mené par les travailleurs polonais depuis août 1980 représente une expérience sans précédent dans l'histoire des montées ouvrières contre la dictature bureaucratique. Elle représente aussi une arme contre le vieux monde capitaliste par la volonté qui a été affirmée dix-huit mois durant d'une socialisation effective des moyens de production et de la richesse sociale.

L'élimination de la caste bureaucratique n'aurait pu que renforcer et non pas affaiblir la propriété collective, renforcer et non pas affaiblir la classe ouvrière à l'échelle internationale. La liquidation de la dictature bureaucratique, du soi-disant « socialisme réel » qui se confond avec le monopole du pouvoir politique exercé par une minorité de privilégiés, aurait démontré aux yeux des masses travailleuses du monde entier que la société polonaise, l'économie de la 10e puissance industrielle du monde pouvaient être dirigées par l'ensemble des travailleurs, par « les producteurs librement associés ».

C'est ce qui explique comment, pour nous, le soutien à la lutte des travailleurs polonais, reste aujourd'hui, plus que jamais, à la pointe avancée de tout notre combat pour le socialisme, pour la fin de l'exploitation et de l'oppression.

■